



Colères

Editorial



Et si nous convoquions Machiavel pour nous instruire sur la colère ? « *De toutes les passions de l'âme, il n'en est aucune d'aussi horrible que la colère. L'amour, en effet, ne nous force point à aimer tous les hommes, ni l'envie à les haïr, et la crainte ne nous fait pas trembler devant tout le monde; mais la colère ne fait attention à rien; au contraire elle est toujours prompte à offenser.* » écrit-il.

Nous voilà alertés. Et la colère gronde en France, n'en doutons pas, prête à surgir et à tout balayer sur son passage.

Elle tonne dans les banlieues meurtries (page 6), stigmatisées, condamnées, qui font face à l'outrage fait à la justice par les tenants de la tolérance zéro, qui dans une rhétorique savante, exigent une « trêve judiciaire ».

La colère gronde lorsqu'à l'indécence des sommes confisquées à la démocratie, l'actualité oppose aux français la réalité d'une jeune mère, agricultrice qui a mis fin à ses jours, dans sa salle de traite, désespérée par ses dettes.

Colère, encore, dans ce qui oppose les français et peut éclater à tout moment, comme ce fut le cas sur les sorties de Macron ou de Fillon concernant la colonisation (page 11), sur le régime de Damas (page 3) ou encore le nucléaire (pages 4).

Colère, aussi, qui trouve pour refuge les passions tristes nourries par des extrêmes qui opposent les français les uns aux autres, dans un jeu dangereux pour la démocratie, où l'on s'arrange pour faire de nos compatriotes des suspects tout en brandissant haut et fort l'étendard national.

Colère, surtout, mauvaise conseillère, qui « *dès qu'elle s'éveille, trouble notre raison, la chasse, nous la ravit, et nous rend semblables à ces insensés qui, après avoir mis le feu à leur propre maison, sont eux-mêmes la proie des flammes* » ajoute Machiavel. Et la colère est là, bruyante ou silencieuse, prête à jeter au bûcher toutes les ambitions, personnelles et même républicaines de cette présidentielle insensée.

Didier Heiderich

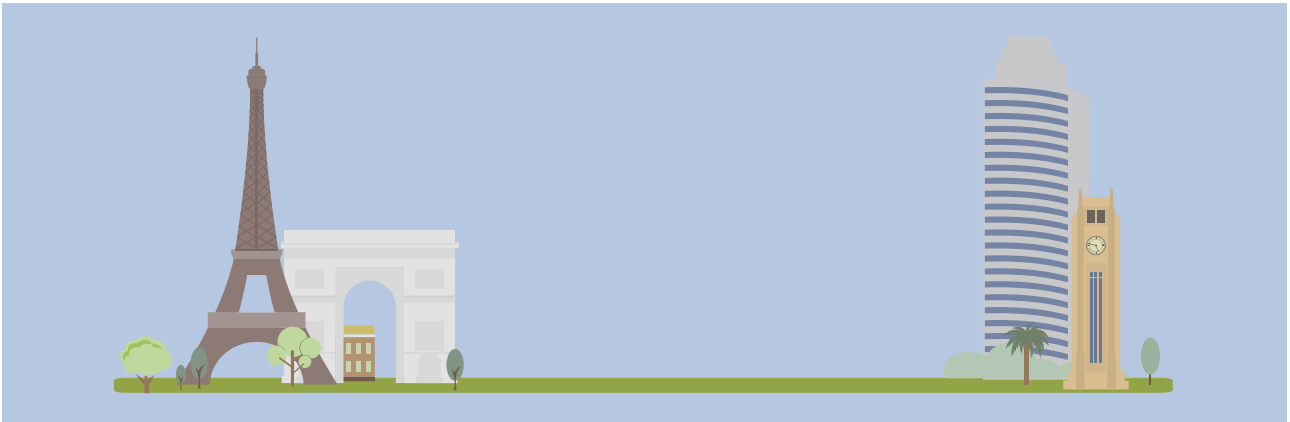
Sommaire

<i>Editorial de Didier Heiderich</i>	2
<i>Les chemins de Damas passent par Beyrouth</i>	3
<i>La crise oubliée, les incidents sur des sites nucléaires</i>	4
<i>Crise des banlieues : une gestion de crise hétérogène</i>	6
<i>La gestion de la rumeur selon Macron</i>	8
<i>L'Algérie ou le gouffre communicationnel</i>	11
<i>Le mot du moment</i>	12

L'Observatoire en campagne
Magazine de la communication de crise et sensible
Edité par l'Observatoire International des Crises
Avec la collaboration du cabinet Heiderich
©2017

Rédaction
Directrice de la rédaction : Natalie Maroun
Rédacteurs : Nathan Cahn, Florian Demmel,
Noémie Maurand, Johnny Maroun

Les chemins de Damas passent par Beyrouth



À la différence de l'Israël voisin, le Liban, certes francophone depuis le protectorat colonial, n'est pas un réservoir de voix intéressant pour les politiques français. Seuls 23 000 Français, expatriés et binationaux, sont enregistrés au consulat de Beyrouth, dont seulement 17 000 inscrits sur les listes électorales. C'est probablement pourquoi depuis Ségolène Royal lors de la campagne de 2007, aucun politicien ne s'était rendu dans cette métropole du Proche-Orient pour promouvoir son programme politique.

Pourtant les candidats à la présidentielle de 2017 se bousculent dans la capitale libanaise pour asseoir leur crédibilité internationale cette année. Comment expliquer cet intérêt soudain pour Beyrouth ?

La métropole libanaise offre un avantage non négligeable : elle est une plate-forme sécurisée et géographiquement crédible pour dévoiler ses positions à l'égard de la Syrie voisine où la guerre dure depuis 2011. Tout particulièrement, pour les tenants d'un dialogue avec Bachar el-Assad, surtout depuis la dernière élection présidentielle libanaise qui a placé au pouvoir Michel Aoun, ancien héraut de la lutte contre le régime syrien qui a ensuite effectué un volte-face en se rapprochant de Damas.

Mais le Liban est aussi le lieu pour exprimer un soutien des chrétiens d'Orient dont le sort tragique sous le joug de Daesh a ému l'ensemble de l'Occident. Et en particulier la France, très attachée à cette communauté, depuis notamment la protection accordée par Napoléon. Un positionnement qui peut donc s'avérer profitable, notamment pour le Front National, qui de surcroît, bénéficie sur place de réseaux importants avec les nationalistes chrétiens locaux. Hérités de l'exil de l'actuel président Michel Aoun en France dans les années 1990 et des contacts hérités de la guerre civile (1975-1990) où plusieurs responsables frontistes avaient alors porté les armes pour combattre avec les forces chrétiennes libanaises.

Cependant, cette volonté se heurte à la réalité libanaise et syrienne, qui rappelons-le est d'une complexité extrême et un terrain miné. D'abord, le postulat que les chrétiens du Liban seraient tous pour le régime de Damas est fausse : nombre d'entre eux ont eu à souffrir lors de l'occupation syrienne qui n'a pas épargné les chrétiens. Et pour cause, le régime hérité de son père par Bachar el-Assad a toujours eu pour allié le Hezbollah libanais qui lui-même est le bras armé et idéologique du Hezbollah iranien.

N.M.

La crise oubliée, les incidents sur des sites nucléaires



Trois incidents dans des centrales nucléaires françaises en moins de deux semaines, tel est le bilan de ce début d'année 2017. Il s'agit des usines de Cattenom (Moselle, le 1er février), Flamanville (La Manche, le 9 février) et Golfech (Tarn-et-Garonne, le 12 février).

Le 30 janvier, Médiapart dévoilait que « la centrale nucléaire [de Fessenheim] est directement concernée par le scandale de la fraude de l'usine Creusot Forge d'Areva qui a dissimulé des malfaçons sur des pièces destinées aux réacteurs. Une pièce mal forgée a été livrée à la centrale alsacienne et mise en fonctionnement comme si elle ne présentait aucune anomalie ». Si la procédure de fermeture de la centrale de Fessenheim a été enclenchée début janvier dans la mesure où elle représentait un engagement de campagne du candidat Hollande, on ne peut s'empêcher de relever le temps que cela a pris pour un gouvernement dans lequel participent des écologistes.

Il faut également noter que ces péripéties ne sont que les plus imposantes d'une série d'incidents réguliers. En 2015, 1.682 anomalies dans les centrales françaises ont été déclarées à l'Agence de Sûreté Nucléaire. L'ASN déplore dans son rapport annuel de 2016 « un contexte préoccupant, porteur d'inquiétude pour l'avenir ».

Nous pouvons brièvement expliquer cette situation en mettant en avant la prise de risque tolérée par les autorités publiques.

De plus, les conditions de sécurisation de ces centrales posent des problèmes à nos voisins. Cela a pour conséquences les plaintes de certains de nos pays transfrontaliers européens que sont le Luxembourg, l'Allemagne (notamment pour la centrale de Cattenom) et la Suisse (en ce qui concerne la centrale de Bugey dans l'Ain). Ils exposent leur proximité immédiate en cas d'accident nucléaire de ces usines qu'ils considèrent un danger à leur porte.

L'absence de propositions concrètes par les autorités, confortée par une certaine forme de désintérêt médiatique risque d'envenimer les relations avec des voisins dont les échanges commerciaux ne sont pas à négliger.

Face à l'ensemble de ces éléments, force est de constater que les médias nationaux n'y accordent que peu d'intérêt. Une simple veille sur l'explosion « ressentie » sur le site de la centrale de Flamanville démontre qu'il y a moins d'articles en français qu'en d'autres langues. De plus, les médias qui en parlent se limitent généralement à la déclaration de la préfecture qui assure de « l'absence de tout risque nucléaire ».

Fessenheim n'est que la partie immergée de l'iceberg. Aussi, si les pouvoirs publics évaluent le coût d'un désastre nucléaire sur le sol français à plus de 300 milliards d'euros, ils omettent dans leur calcul de préciser les conséquences commerciales, touristiques et agricoles, trois secteurs absolument vitaux à l'économie française. Cette négligence constitue ainsi selon nous la crise oubliée qui peut ressurgir à tout du moment.

Pour les autorités, l'enjeu économique des centrales nucléaires est suffisant pour retarder l'échéance du démantèlement de ces centrales théoriquement en fin de vie.

Les enjeux politiques et sociaux sont pourtant bien qualitativement quantifiables. Concernant la sûreté, il existe trois recommandations vitales en cas d'incident majeur : maîtriser la réactivité, refroidir le cœur nucléaire (notamment via la circulation de l'eau de refroidissement en toute circonstance) et confiner les particules radioactives. De l'aveu du Président de l'ASN, Pierre-Franck Chevet la sûreté nucléaire représente un « enjeu sans précédent ».

Ainsi, il n'existe aucune garantie de contrôle absolu en cas d'accident nucléaire sur le parc français riche de 58 sites.

Les enjeux sociaux sont tout aussi préoccupants : la mauvaise gestion des déchets, comme l'illustre le projet Cigéo d'enfouissement des déchets nucléaires français sous son sol (un projet sans précédent dans le monde), risque à long terme de provoquer une perturbation environnementale considérable dans la région.

D'un point de vue politique, fermer une centrale reste un défi à la fois social, en raison des emplois directement impactés par une fermeture et celui du démantèlement pour lequel les technologies sont encore embryonnaires.

La transition vers les énergies renouvelables pourrait être une option. Elle représente certes un investissement important mais l'enjeu énergétique et social constitue à la fois les bases d'un nouveau modèle sociétal

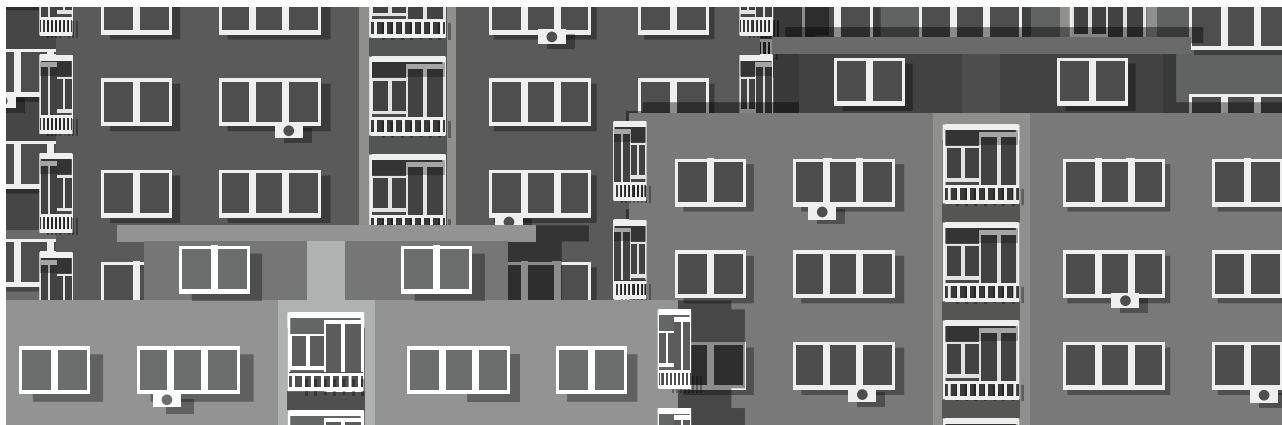
plus pérenne ainsi qu'une garantie d'indépendance énergétique de la France.

Il conviendra également de changer plutôt de culture, que de technologie. Or la transition énergétique tend à occulter cette dimension dans la mesure où elle est "secondarisée" par rapport à une approche techno-centrée. En effet, les évolutions techniques de la transition énergétique sont conditionnées à une adaptation consentie de la société. Cette analyse épouse la théorie émanant de la sociologue Marie-Christine Zelem, pour qui « fondamentalement, la transition énergétique implique une culture moins énergivore. Il ne suffit pas de faire une loi pour que le social obtempère. Le socle, c'est la société de consommation. C'est sur cette base qu'opèrent les routines, les normes, les micro-conflits, les croyances ».

Ainsi, force est de constater qu'une transition énergétique qui en beaucoup de points serait souhaitable ne peut être conduite que par l'assentiment majoritaire et intéressé des Français.

F.D.

Crise des banlieues : une gestion de crise hétérogène



Affaire Théo et Adama Traoré, violences à Bobigny, agressions contre des policiers à Viry-Chatillon, sont autant de faits traités régulièrement par les médias lorsqu'ils abordent le cas des banlieues en France. L'ombre des émeutes de 2005 n'étant jamais très loin. Mais au-delà de ces faits-divers teintés d'humiliation, il nous semble important de noter que derrière ces incidents, se cache parfois un sentiment de trahison

Des promesses non tenues aux lourdes conséquences

Le prolétariat francilien, qui avait voté majoritairement pour le candidat socialiste en 2012 (65% en moyenne en Seine-Saint-Denis), se sent à présent trahi pour avoir été considéré comme une banale pompe à voix électorale. Signe de ce divorce assumé, un grand nombre d'agglomérations de la région sont passées à droite depuis les municipales de 2014. Soit à peine deux ans après la prise de fonction de François Hollande.

Une focalisation sur l'islam aux limites de l'amalgame

Mais le divorce est aussi idéologique. Mariage pour tous, état d'urgence, fermeture des mosquées salafistes, déchéance de nationalité pour les binationaux accusés de terrorisme (aujourd'hui abandonnée) ... Cette multitude de sujets semble avoir clivé

une population, qui comprend en son sein un électorat musulman important.

Il ne faut pas également négliger les multiples polémiques indexées sur la question de l'islam. Du burkini à l'affirmation d'une laïcité - bancale et plus en phase avec l'extrême-droite que la loi de 1905 - en passant par le port du voile à l'université et la question du halal à la cantine, les musulmans font l'objet de tous les débats. « Marianne n'est pas voilée » avait déclaré Manuel Valls lors d'un meeting socialiste en août 2016. La répétition a pour effet de stigmatiser les musulmans ce qui vient ajouter au divorce prononcé avec les banlieues où on se sent de plus en plus rejeté de la communauté nationale.

Une différence d'approche depuis les années Sarkozy

La crise de 2005 semble très similaire à la crise actuelle. Cette dernière, à l'image de l'affaire Théo, ayant également été amorcée par une bavure policière présumée (à savoir la mort accidentelle des jeunes Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois). Mais leurs traitements politiques sont très différents. En 2005, l'origine policière du drame avait été niée par le pouvoir. Le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, ayant alors exclu une faute policière, tout en imputant un délit aux deux jeunes décédés. À la différence du viol présumé de Théo,

que François Hollande est allé directement visiter pendant près de deux heures sur son lit d'hôpital. Ce qui est une différence notable dans les affaires « d'humiliation ». Où la reconnaissance de l'autorité dite hiérarchique est cruciale pour amorcer un début d'apaisement. L'IGPN, la police des polices, a également été saisie. Comme la preuve de l'existence d'un doute profond entre l'exécutif et les forces de l'ordre concernées.

Une autre différence réside dans le comportement de la place Beauvau. Tout le monde se rappelle de l'hyperactivité de Nicolas Sarkozy, qui déclarait vouloir nettoyer « au karcher » ces territoires oubliés. Le ministre actuel, Bruno Le Roux, semble beaucoup plus effacé. Presque en retrait. Comme si la technique du gouvernement semblait être un mélange équilibré de compassion et de discrétion. Alors que le viol présumé de Théo s'est déroulé le 2 février, il faudra attendre le 5 pour que le ministre publie un premier communiqué, bref de surcroît. Et la matinée du 13 pour se fendre d'un tweet. Bruno Le Roux, qui avait qualifié l'arrestation catastrophique de Théo de « tragique accident », s'est même rapidement excusé. Affirmant que le terme « accident » était inapproprié. Comme si le pouvoir craignait un embrasement d'un moment à un autre. Le gouvernement tente de jouer la carte de l'apaisement, sans pour autant entrer dans un dialogue forcé et aveugle. Soit une posture de repli et de traitement de l'émotion.

Un sentiment de fin de règne

Cependant, s'il existe bien une similitude entre les tensions de 2005 et de 2017, ce sont bien leurs timings. Ces deux crises arrivent lors d'une fin de mandat contestée. Comme exemples criants de la faillite d'une politique. La France de Jacques Chirac, qui parlait alors de « France d'en bas » et de « fracture sociale » et celle de François Hollande qui évoquait le terme « apartheid social et ethnique » par la voix de Manuel Valls, semblent se trouver à présent aux devants de leurs impostures. Comme si le diagnostic était connu, mais le traitement

bâclé. La banlieue, ce dossier à la fois crucial (il regroupe en lui même les problématiques de chômage, d'exclusion, d'identité, d'éducation, d'insécurité et de terrorisme) et négligé, semble être devenu une patate chaude, passée de mandats en mandats, dans un désintérêt notoire, à l'exception de coups médiatiques et de déclarations tonitruantes.

Une autre voie

Alors le personnel politique évoque le communautarisme pour désigner les banlieues pauvres, oubliant au passage l'entre-soi de Neuilly, l'agression vis-à-vis des banlieues semble permanente. Elle a pour effet de sortir la banlieue de la République, et vient conforter ce qui à l'intérieur veulent en faire des zones de non droit : il y a une alliance objective entre ceux qui montrent en permanence du doigt les musulmans et ceux qui veulent les radicaliser, et les voyous, qui souhaitent asseoir leur territoire. En plus des difficultés quotidiennes, cette volonté manifeste d'isoler les banlieues par un personnel politique pour qui elle est l'objet de toute les facilités, demande à ceux qui y vivent de trouver eux-mêmes les solutions à leurs problèmes et donc à « la crise des banlieues ». Entre résignation et colère, la banlieue cherche progressivement une autre voie afin d'exister en se détournant du politique qui l'instrumentalise, des médias qui la défigurent, et de la République qui la rejette.

N.C

La gestion de la rumeur selon Macron



Que nous apprend Edgar Morin dans *La rumeur d'Orléans* ? Une rumeur est par définition incontrôlable et incontrôlée à partir du moment où elle est lancée, et il est quasiment impossible de l'arrêter ce malgré tout démenti. Cependant des stratégies peuvent la discréditer mieux que d'autres. Aussi, la (ou les) personnes ou organisation(s) visée(s) par la rumeur fait(font) face à un choix cornélien concernant la rumeur : l'occulter, qui la délégitime partiellement et limite la portée de la rumeur au réseau dans laquelle elle vit, ou en parler, qui permet de donner sa version des faits et prouver qu'il ne s'agit pas là d'un tabou. La décision finale dépendra très souvent de la persistance de la rumeur autant que du degré de sa véracité.

Avant d'évoquer la rumeur concernant Emmanuel Macron, rappelons que selon Robert H. Knapp il s'agit d'« une déclaration destinée à être crue, se rapportant à l'actualité et répandue sans vérification officielle ». La rumeur sur la relation intime présumée entre Emmanuel Macron et Mathieu Gallet se veut persistante depuis plusieurs mois. Plus une rumeur permet de réaliser des liens entre elle et des faits, même sans rapport direct, plus le processus rumorale sera prospère. Ainsi la rumeur de cette liaison trouve son socle sur le caractère similaire du profil des deux hommes, le milieu dans lequel ils évoluent : Mathieu Gallet est le directeur de Radio France. Participe à cette rumeur la différence d'âge entre Emmanuel Macron et sa compagne qui a 24 ans de plus que lui,

ce qui est suspect dans un univers machiste.

On estime qu'un tiers des rumeurs sont fondées. Leur déplacement est réticulaire. La source est souvent « un ami d'un ami ... » (dépeint dans la web sémantique par l'abréviation FOAF, Friend Of A Friend). L'individu garde deux niveaux de séparation entre lui et les faits. Il s'agit là d'un procédé inconscient, d'une rhétorique qui permet à la fois de créer une dramaturgie, de se dédouaner mais aussi de valoriser l'émetteur tout en empêchant une vérification aisée par une confrontation à la source. D'après la théorie de la dissonance cognitive du psychosociologue Léon Festinger, il est quasiment impossible de changer sa façon de penser malgré le fait que la réalité contredise ces pensées. Il s'agit d'un phénomène psychologique qui fait qu'on a tendance à réinventer la réalité pour corriger cette dissonance cognitive.

Ainsi, ses caractères officieux, intraçable, potentiellement viral et tenace sont les aspects les plus problématiques et difficiles à contrer de la rumeur.

Les rumeurs ont plus ou moins de chance de survivre et de s'exporter en fonction de l'environnement dans lequel elles prospèrent. Plus elles ont des aspects confidentiels et à portée intime, plus elles auront de chance d'être diffusées car elles valorisent le diffuseur. De même, la rumeur doit être facilement compréhensible, sans ambiguïté. La rumeur Macron/Gallet confirme toutes ces

perspectives.

Un autre élément qui facilite la crédibilité d'une rumeur est l'effet de rétrospection : un effet qui consiste à confirmer des bribes d'éléments qui participent à l'élaboration d'une simple supposition : il s'agit des fameux : « je le savais ! », « j'en étais sûr ! ». Ici plusieurs éléments ont pu participer à cette supposition, et notamment l'écart d'âge inhabituel dans le couple. D'autre part, un autre critère amplificateur est à signifier dans l'analyse cette rumeur : son irréfutabilité. Toute rumeur affirmant que quelque chose n'existe pas ou n'est pas démontrable est par nature peu vérifiable. La rumeur ne doit pas être réfutable par un test empirique. Dans le cas d'Emmanuel Macron, il n'est pas possible d'assurer que l'ancien collaborateur de François Hollande n'ait jamais eu de rapports homosexuels.

Enfin, et d'après la géolocalisation des recherches sur le moteur de recherche Google, on s'aperçoit que la rumeur a essentiellement prospéré en région parisienne. On assiste là à une consanguinité de l'information, à une redondance de voisinage : en effet l'information circule peu. On peut expliquer ce fait par le réseau de propagation, qui se veut proche, donc fermé, ce qui rend encore plus ardu le dilemme de la réponse à apporter pour contrer la rumeur, entre silence et déclaration. Couramment, il est conseillé aux individus ou responsables d'une organisation de ne surtout pas évoquer ce qui apparaît comme une simple rumeur (accusation sans preuve) pour ne pas lui donner de crédit. Nier est souvent perçu comme une confirmation. Alors qu'en anglais « denial » signifie à la fois « démenti » et « déni », en latin ces deux termes ne forment qu'un seul mot « negacio ». Si démentir est nier, ajoutons que les travaux de Festinger sur la dissonance cognitive nous enseignent qu'il y a une aversion naturelle à sortir de ses préjugés. De plus, conformément aux conclusions de l'apport théorique de Festinger, entrer en conflit avec les croyances est contreproductif. Pour influencer les individus, il semblerait nécessaire d'acquiescer la croyance de l'autre

pour entrer dans une phase d'acceptabilité d'un échange.

La rumeur avait pris une trop grande importance dans la campagne de l'ancien pensionnaire de Bercy, qui a donc décidé de prendre les devants.

Pour déstabiliser une rumeur, et en particulier une rumeur qui touche une personnalité politique, l'utilisation de l'humour est une option prisée. On peut donc la tourner en dérision, sans forcément nier directement les spéculations et d'entrer en conflit direct avec les croyances.

Nous allons ici déterrer des démentis efficaces d'anciens politiques. Prenons pour premier exemple la rumeur du cancer de Mitterrand et la façon dont elle fut traitée par ce dernier en 1981. Avec une expression faciale qui dépeint de l'assurance et de la légèreté, confirmée par le ton du tout nouveau Président, ce dernier répond « *il paraît qu'il y a beaucoup de chefs d'État malades, et j'ai l'impression que beaucoup voudraient me rajouter à la liste. Je reconnais qu'il m'arrive d'éternuer, et que l'autre jour, après avoir fait des gestes considérés [dus] à des occupations (...) à caractère sportif, je me suis tordu une vertèbre. Au delà, je ferai connaître mon état de santé par un bulletin officiel tous les six mois* ».

Ici, François Mitterrand use des artifices de l'humour combiné à une promesse d'expertise régulière qui permettent de montrer un caractère serein face à ces spéculations. Une stratégie temporairement efficace de la part d'un homme qui se savait alors déjà atteint d'un cancer de la prostate qui lui sera fatal peu après la fin de son deuxième mandat. De même, de fortes rumeurs voulaient qu'en 1958 Charles De Gaulle eût souhaité restaurer un pouvoir autoritaire en France. Les spéculateurs faisaient référence au système politique idéal pour le pays décrit par Charles De Gaulle dans ses Mémoires de guerre et à certains articles de la nouvelle Constitution laissant présager un pouvoir présidentiel fort. Ce à quoi le Général répondra avec de grands gestes et un ton autant outré « *croyez-vous vraiment qu'à 67 ans*

je commence une carrière de dictateur ? ».

L'humour peut être une arme puissante permettant d'enrayer une rumeur. L'actuel favori à l'Élysée l'a bien compris, c'est pourquoi il évoque de lui-même la rumeur en y ajoutant des éléments d'actualité politique qui concernent ses principaux opposants pour aussi les railler. *« Celles et ceux qui voudraient faire courir l'idée que je suis duplice, que j'ai des vies cachées ou autre chose, d'abord, c'est désagréable pour Brigitte, mais je vous rassure, comme elle partage tout de ma vie du soir au matin, elle se demande simplement comment physiquement je pourrais. Heureusement, je ne l'ai pas rémunérée pour cela... Elle pourra apporter un témoignage du fait que je ne peux pas me dédoubler.*

Pour mettre les pieds dans le plat, si dans les dîners en ville, si dans les boucles de mails, on vous dit que j'ai une double vie avec Mathieu Gallet ou qui que ce soit d'autre, c'est mon hologramme qui soudain m'a échappé mais ça ne peut pas être moi ! ».

Dans sa stratégie de désamorçage, le danger est de donner du poids à la rumeur et de l'étendre à l'ensemble de l'électorat. Afin de limiter ce risque, il était nécessaire de gommer tout caractère officiel, d'éviter d'en faire un sujet de campagne. Le candidat d'En Marche choisit un rassemblement banal de ses sympathisants à Bobino, non médiatisé, pour déployer cette stratégie. Le timing est idéal dans la mesure où tous les médias étaient alors concentrés sur Fillon qui sature l'actualité.

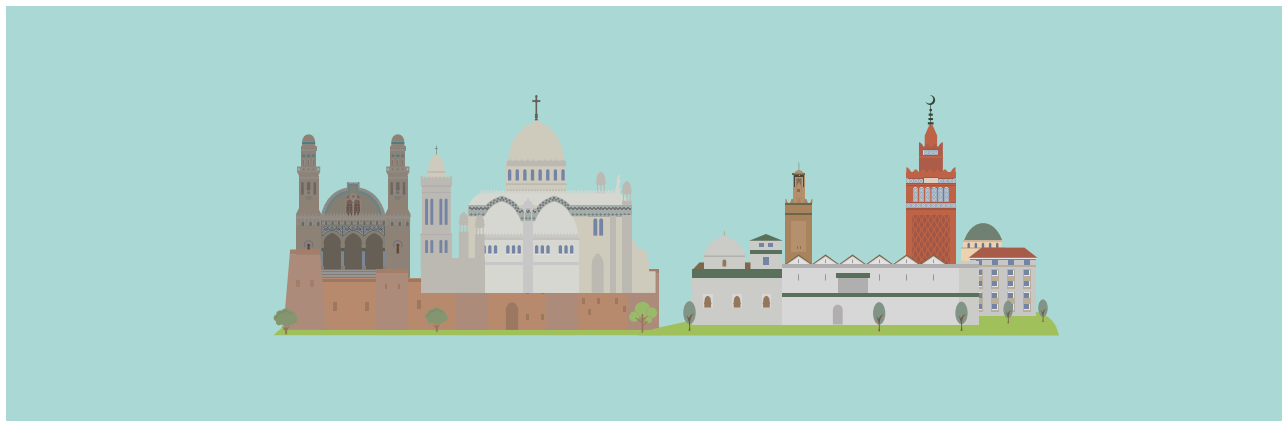
Aussi, Emmanuel Macron se veut efficace. Pour se faire, il manie habilement l'humour, la référence à des concurrents et le refus du tabou, en évitant le piège d'un message classique qui consiste à nier les faits. Son but était d'en faire un non-sujet restreint au mieux possible dans le même cadre de propagation de la rumeur : le microcosme parisien. Le message est parfaitement construit : la sexualité est évoquée dans son ensemble et non l'homosexualité, des liens sont faits avec l'actualité politique dans un effet humoristique, il évoque *« les dîners en ville »* ce qui contingente la rumeur en un ragot urbain, enfin sa compagne est utilisée en gage, alors qu'il évoque ses propres limites

ce qui évite toute confusion avec un quelconque machisme.

Afin de mesurer les résultats de cette stratégie, nous avons réalisé une veille numérique sur les effets postérieurs à cette annonce. Il en est ressorti d'une part que les recherches Google sur l'homosexualité présumée d'Emmanuel Macron ont connu un net recul cinq jours après la sortie du candidat d'En Marche !, d'autre part que les termes employés par les relativement rares médias qui ont évoqué cette sortie restent dans la sémantique du ragot : on obtient une large majorité de « supposée », « prétendue », « rumeurs » et « ironise ». Enfin, l'autre élément à noter est que deux semaines après ce démenti, la recherche Google « Macron Gallet » avait disparu des suggestions automatiques de recherche alors qu'elle occupait la première place pendant plusieurs semaines avant ce démenti. L'opération semble réussie donc pour le candidat.

FD

L'Algérie ou le gouffre communicationnel



La polémique affectant Emmanuel Macron suite à ses propos tenus en Algérie où il a qualifié la colonisation de « crime contre l'humanité » et de « vraie barbarie » est loin d'être une première. Nombreux sont les politiciens français à avoir été affectés à tort ou à raison, suite à des déclarations concernant Alger. Alors que la blessure est encore ouverte entre les deux pays, les différentes déclarations mettent régulièrement l'accent sur le passé colonial de la France, qui reste un sujet particulièrement sensible dans l'esprit des français. Cette opération à haut risque exige une position claire et un choix syntaxique et sémantique de haute précision sur un sujet clivant.

Emmanuel Macron fait un choix très clair en première instance. La terminologie particulièrement forte remet totalement en cause la colonisation, ce qui d'un point de vue sémantique couvre l'invasion initiale, l'occupation, l'exploitation et la mise en tutelle d'un territoire par la France. La formulation est violente, sans appel et sans nuance.

Jacques Chirac, en 2003 à Alger, avait choisi de thème de l'histoire en déclarant : « Certes, les pages de l'Histoire écrites après 1830 resteront celles de la colonisation, de ses ambitions, de ses rêves, de ses rendez-vous manqués, de ses violences et de ses injustices, les pages aussi d'un conflit long, cruel, pour les Algériens comme pour les Français. ». Ce choix permettait justement de ne pas faire d'excuse, mais de

parler des douleurs d'un passé commun et révolu. La suite du discours sera axée sur l'avenir. Sa visite fut cependant acclamée, soutenue par la portée historique de l'événement, soit la première visite d'Etat d'un président français dans le pays depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Nicolas Sarkozy en 2007 reprend le même schéma, en évoquant « *que ceux qui étaient venus s'installer en Algérie étaient de bonne foi. Ils étaient venus pour travailler et pour construire, sans l'intention d'asservir ni d'exploiter personne. Mais le système colonial était injuste par nature et il ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation* ». Ce choix sémantique lui permettait d'éviter de parler de la colonisation, mais de système colonial en général et du « vécu ». Cette nuance importante avait entraîné des réactions hostiles. Comme celles du ministre algérien de l'intérieur de l'époque, qui avait déclaré que ce « n'était pas assez quand nous plaçons ces paroles dans leur contexte ».

Il faut dire que les politiques français sont aussi abonnés aux difficultés communicationnelles et sémantiques qui gangrènent la relation entre ces deux pays. Ce fut notamment le cas de François Fillon en août 2016, qui avait déclaré lors d'un meeting à Sablé-sur-Sartre que « *la France n'était pas coupable d'avoir voulu faire partager sa culture aux peuples d'Afrique* ». Ici la sémantique est aussi brutale que celle d'Emmanuel Macron, car

elle considère la culture française au-dessus de celle de tous les peuples colonisés. Ce qui pourra nuire à ses déplacements officiels dans le cas où il serait élu président. L'héritage colonial semble donc toujours obséder une partie de la politique nationale, au grand dam de nos voisins d'Afrique du Nord.

Mais au-delà de la sémantique, leur erreur est de vouloir alimenter des sujets de politique intérieure, notamment à l'égard de l'identité nationale et de l'immigration (la diaspora algérienne étant conséquente en France), à l'extérieur des frontières, tout en alimentant un discours qui divise à l'intérieur de nos frontières.

Quoi qu'il soit. Qu'ils s'agissent d'erreurs d'appréciations ou de dérapages contrôlés, le personnel politique français semble coutumier des polémiques liées aux relations avec l'Algérie. Une communication plus maîtrisée serait donc souhaitable à l'avenir, pour éviter tout nouvel accroc.

N.C

Le mot du moment : Ralliement



Ces dernières semaines auront été l'occasion d'un jeu d'alliance politique considérable dans la course à l'Elysée. L'écologiste Yannick Jadot rejoint Benoit Hamon alors que François Bayrou, Christophe Caresche, Daniel Cohn Bendit et François de Rugy rejoignent Emmanuel Macron. Une explosion de ralliements, qui rationalise les cartes de la campagne pour la présidentielle de 2017. Mais il est amusant de constater que ce terme, qui est utilisé de nos jours pour qualifier une action visant à rallier une personne ou un groupe, désigne également le mouvement qui conduisit de nombreux catholiques, au lendemain de l'échec boulangiste, à accepter la république en tant que régime, avec les encouragements du pape Léon XIII (d'après l'encyclique *Au Milieu des sollicitudes* de 1892). Que des politiques laïcards revendiqués s'alignent sémantiquement sur des catholiques politisés, l'Histoire ne manque pas d'humour !